

Déficit des comptes publics : « Les retraites ne sont pas une dépense d'avenir », selon François Ecalle

Il est une référence en matière de budget et de compte public. L'ancien magistrat à la Cour des comptes et président de l'association Fipeco alerte sur le poids des retraites sur nos dépenses publiques et appelle à repenser les priorités budgétaires de l'Etat.

Par Marc Eynaud

Publié le 24 mars 2024 à 8h00 Mis à jour le 23 mars 2024 à 12h45



François Ecalle, magistrat à la Cour des comptes. IBO/SIPA

Valeurs actuelles. Bercy a été inspecté hier par une délégation de sénateurs conduit par le LR Jean-François Husson. L'enquête portait notamment sur le dérapage du déficit public revu à 5,9 % si ce n'est plus. Qu'est-ce que cela révèle de l'état de nos finances publiques ?

François Ecalle. Le moins que l'on puisse dire, c'est que nos finances publiques ne sont pas bonnes. Et cette situation est tout sauf récente. Nous « célébrons » cette année le cinquantième anniversaire du dernier exercice pour lequel nous avons eu des comptes publics excédentaires. Cela fait donc cinquante ans que nous creusons notre endettement public qui augmente en marche d'escalier. Que cet endettement augmente en temps de crise comme celle de 2009 ou lors du Covid, c'est assez normal. Le problème réside dans le fait que les pouvoirs publics qui se sont succédé n'ont fait que stabiliser la dette sans jamais la réduire. Comment s'étonner qu'elle augmente davantage ? C'est une situation que les économistes qualifient d'intenable, comment leur donner tort ?

Valeurs actuelles. Bercy a été inspecté hier par une délégation de sénateurs conduit par le LR Jean-François Husson. L'enquête portait notamment sur le dérapage du déficit public revu à 5,9 % si ce n'est plus. Qu'est-ce que cela révèle de l'état de nos finances publiques ?

François Ecalle. Le moins que l'on puisse dire, c'est que nos finances publiques ne sont pas bonnes. Et cette situation est tout sauf récente. Nous « célébrons » cette année le cinquantième anniversaire du dernier exercice pour lequel nous avons eu des comptes publics excédentaires. Cela fait donc cinquante ans que nous creusons notre endettement public qui augmente en marche d'escalier. Que cet endettement augmente en temps de crise comme celle de 2009 ou lors du Covid, c'est assez normal. Le problème réside dans le fait que les pouvoirs publics qui se sont succédé n'ont fait que stabiliser la dette sans jamais la réduire. Comment s'étonner qu'elle augmente davantage ? C'est une situation que les économistes qualifient d'intenable, comment leur donner tort ?

Vous rappelez souvent que les retraites représentent un quart des dépenses publiques. Pourtant, les pensions de retraite sont indexées sur l'inflation, contrairement au salaire des actifs. On a l'impression que dans ce pays, les retraités sont choyés, sont protégés. En tout cas, on ne leur demande pas les efforts qui sont demandés au reste de la population. Comment expliquez-vous ce choix ?

Peut-être que des mesures seront prises, notamment sur l'indexation des retraites. Mais on peut raisonnablement penser que cette décision ne sera pas prise avant les européennes...

Pour des raisons politiques ?

Disons que les retraités votent. Et surtout, ils votent plus que les autres classes de la population et ce dernier est plus conservateur, plus modéré...

Plus centriste ?

Si vous voulez... Mais je ne suis pas politologue !

Néanmoins, on vous oppose toujours un argument politique ?

Il y a quand même une tentative, en 2018 de faire payer un peu les retraités lorsqu'on a remplacé des cotisations salariales par de la CSG. On a fait ça en 2018 et mécaniquement, ça conduit à baisser les cotisations sur les salariés et puis à augmenter la CSG sur les retraités. Ça s'est mal passé politiquement à l'époque. Je ne sais pas si vous vous souvenez, mais on a vu les retraités s'exprimer et leurs représentants s'exprimer. Et au final, on a été obligés de prendre des mesures pour limiter au moins l'augmentation de la CSG sur les petits retraités, les retraités modestes. C'est toujours cela qu'on met en avant, d'ailleurs. Il y en a, c'est vrai, mais il n'y a pas que des retraités modestes.

Il y a toutefois ce paradoxe : l'exécutif parle souvent de la nécessité de basculer en « économie de guerre » mais comment conjuguer cette volonté et ces dépenses très conséquentes en faveur des retraités ? Est-ce qu'on peut conjuguer économie de guerre et cette politique sociale ?

On a des besoins d'augmentation des dépenses dans certains domaines, même si ça peut se discuter, mais en matière militaire ou pour ce qui aide la lutte contre le changement climatique, il va y avoir besoin de faire des investissements assez importants. Donc, il faut arriver à redéployer des dépenses et c'est sûr que les retraites, ce n'est pas une dépense d'avenir. Sans doute ferait-on mieux de dépenser un peu moins pour les retraites et un peu plus pour l'éducation ou pour des investissements utiles.